

Je suis très heureuse d'accueillir autant de monde pour cette assemblée plénière des conseils de quartier qui va nous permettre, ensemble, durant cette mandature, de jeter les ponts d'un travail efficace et durable au service de l'intérêt général.

Je remercie Alain Mathieu, président de la CAN, de sa présence, ainsi que tous les conseillers municipaux et particulièrement Jacques Tapin, mon adjoint en charge de la vie de la cité. Je remercie aussi les services de la ville de leur mobilisation.

Certains d'entre vous, nouveaux, sont peut-être inquiets. Inquiets de se retrouver dans une telle assemblée pour remplir la mission qu'ils ont choisi d'assumer : la participation active à la vie de la cité. Aussi impressionnant que cela puisse être, chacun ici est nécessaire, voire indispensable.

D'autres, parce que plus anciens, peuvent être aussi inquiets en raison du changement de municipalité qui peut remettre en question des méthodes de travail, donc des habitudes. C'est toujours le cas lorsque des équipes changent, qu'ils ne s'en fassent pas, le changement est souvent porteur de nouveauté.

D'autres enfin sont peut-être inquiets car ils imaginent, comme je l'ai souvent entendu lors de notre campagne électorale, que nous voulons « remettre en cause la démocratie participative ». Qu'ils se rassurent aussi, c'est nullement notre intention et comme vous l'a déjà sûrement expliqué Jacques Tapin, nous souhaitons la développer et l'amplifier. Au-delà des inquiétudes que vous pouvez ressentir, je sais que votre enthousiasme est fort, et j'espère qu'il le restera.

Les conseils de quartier sont en effet, pour moi-même comme pour toute l'équipe municipale, pour la ville et ses habitants, une richesse. La forte mobilisation que je constate avec près de 400 postulants à la participation a obligatoirement comme conséquence des ressources plus importantes, plus denses et plus ouvertes pour avancer dans un travail collectif d'information, d'échange, de consultation et de concertation.

Certes, l'ampleur des volontés doit nous inviter à une méthode de travail sûrement plus fine. Il s'agit là d'un effort que nous devons impérativement partager pour réussir !

Aux conseils de quartier leurs analyses, leurs propositions ; aux élus la responsabilité de la décision qu'ils prennent au regard du projet à partir duquel ils ont été élus, au regard de l'intérêt général et aussi des contraintes financières qui sont les leurs.

A ce sujet, je voudrais souligner que le programme électoral de l'équipe que je mène sera décliné dans les mois qui viennent en un véritable projet de ville dont les orientations seront le fil rouge des réflexions et actions que nous serons amenés ensemble à concrétiser. Ce projet de ville sera débattu dans la cité et dans les conseils de quartier à la fin du premier semestre 2009. Vous aurez l'occasion d'en débattre... Je veux vous le faire partager et pourquoi pas en faire avec vous et pour les Niortais une vraie référence.

Je voudrais aussi souligner que dans le contexte national et local que nous connaissons, nous aurons l'obligation de veiller à la santé financière de notre cité.

En effet, dans ce domaine, comme dans les autres d'ailleurs... il est important de rappeler quelle a été notre démarche.

En accédant aux responsabilités, nous avons souhaité nous appuyer sur un diagnostic financier indépendant pour connaître le plus précisément possible les marges de manœuvre financière de la ville dans les années à venir. Ces informations ont largement été débattues autour de deux constats :

D'une part, un niveau d'endettement relativement faible de la ville en comparaison des villes de la même strate, des dépenses d'équipements et d'investissements également faibles reposant principalement sur l'autofinancement. Ce que l'équipe précédente qualifiait de « bonne gestion » correspondait en fait à un manque de gestion prévisionnelle et de vision prospective.

D'autre part, et c'était le second constat, trois grandes opérations structurantes engagées depuis quelques années mais sortant de terre au même moment pesaient sur la solvabilité à moyen terme de la commune sans que l'on sache jusqu'à quel point au regard des informations budgétaires arrêtées à 2006. Chacun sait de quoi je parle : l'aménagement et le parking de la Brèche (34,6 millions), le Pôle Sport avenue de Limoges (34 millions), et l'opération de renouvellement urbain (38 millions).

Notre première décision a donc consisté à sortir de cette gestion à vue en faisant appel à un cabinet de consultants spécialisé dans la gestion financière des collectivités locales. Il nous fallait connaître sur le moyen terme, 2008-2014, les conséquences de cette gestion par à coups et en particulier de ces grands travaux. En quelques mots, ce qui ressort n'est pas pleinement rassurant et c'est un euphémisme. Sans faire aucun investissement nouveau par rapport aux investissements courants habituels (6 millions/an), en maintenant les trois grands projets pourtant amputés de ce qui ne relève pas d'un engagement contractuel (- 9 millions), en supposant enfin que l'environnement économique ne se dégrade pas, que l'Etat et les autres collectivités locales maintiennent leur engagement, bref « Que tout ira bien dans le meilleur des mondes », la situation budgétaire se détériore mécaniquement, autrement dit... sans rien faire de nouveau.

Or, vous le savez, la situation actuelle aux plans national et international est loin de correspondre au « meilleur des mondes ». L'Etat, dans une situation financière déplorable, se désengage en reportant les dépenses publiques, sociales en particulier, sur les budgets des collectivités locales ; la dernière en date : la possible perte de la DSU pour 870 000 euros : d'un trait de plume, l'Etat nous retirerait l'équivalent de 2,5 points de taxe d'habitation. Ajoutez une situation internationale de crise financière qui ne tardera pas à avoir des effets sur les économies locales. En résumé, si on laisse faire, si on n'anticipe pas *a minima*, les marges de manœuvre de la ville vont se réduire à une peau de chagrin à un moment charnière où elles vont être de plus en plus sollicitées par des populations en difficulté.

Qu'avons-nous entrepris dans ce contexte global et local difficile pour reconquérir des marges de manœuvre budgétaires ? En premier lieu, nous avons engagé une analyse détaillée des trois grandes opérations en cours de réalisation. Nous veillons à chaque fois à la pertinence des choix effectués, des dépenses engagées et projetées. Tout ceci en concertation étroite avec l'ensemble des partenaires concernés (Etat, Région, etc.) et dans le respect des engagements contractuels. C'est un travail important, difficile, qui nous permet déjà de dégager de nouveaux moyens tout en améliorant le contenu des opérations. Il va de soi que ce travail se poursuit et qu'il nous faut en permanence réajuster les décisions antérieures, ce que nous n'hésitons pas à faire lorsque c'est possible et souhaitable.

En second lieu, nous mettons en place de nouveaux outils de pilotage de la décision publique. Il s'agit là aussi d'améliorer la qualité puis la pertinence des choix d'investissements et de la dépense municipale. C'est pourquoi nous travaillons à une programmation pluriannuelle des investissements qui permettra aux élus et aux services de mieux suivre et maîtriser sur la durée les effets économiques et budgétaires des investissements réalisés.

En bref, vous l'aurez compris, la situation n'est pas des plus saine, surtout lorsque l'on anticipe les difficultés auxquelles les communes vont être confrontées dans les années à venir. Pourquoi vous parler ainsi, à vous, conseillers de quartier ? D'abord parce que je vous dois clarté et transparence. Ensuite parce que vous devrez toucher du doigt les contraintes auxquelles nous serons confrontés. Mais rassurez-vous, je souhaite que les enveloppes budgétaires déléguées dans les quartiers, placées sous la responsabilité des co-présidents, soient maintenues et restent l'un des outils pour mener à bien des projets de proximité au service de l'intérêt général.

Je vous parle ainsi pour que, à côté de notre enthousiasme, la vigilance et l'imagination aient place. Pour que nos exigences en matière de transversalité, de méthode et de relation soient fortes et gages de notre réussite. Les projets devront s'inscrire dans l'identité du quartier, mais aussi dans l'identité de la ville. Nous éviterons ainsi l'écueil du repli sur soi et l'atomisation.

Les allers-retours entre les élus municipaux, les services et les habitants devront être simples, exemplaires et productifs. Enfin, chacun des conseillers de quartier et des élus devra être reconnu, respecté. Une des clés de cette réussite passera par une formation exemplaire pour celles et ceux qui le souhaitent. Un plan de formation vous sera donc proposé.

Vous l'avez compris, je souhaite que le chemin que nous allons parcourir ensemble soit semé des graines de la confiance, de la transparence et du respect. C'est à ce prix que nous serons ensemble encore plus fiers de Niort, de notre ville.

Enfin, avant de passer la parole à Alain Mathieu, je voudrais souligner que nous faisons partie d'un territoire plus large, celui de la Communauté d'agglomération dont les compétences concernent aussi notre vie quotidienne. Ainsi, il m'apparaît indispensable que le dialogue, les débats, les projets puissent naître et se développer dans la meilleure synergie possible, non seulement entre les élus mais aussi entre tous les habitants quel que soit leur lieu de résidence.